

BUREAUX : RUE NAIN.

ABONNEMENTS : ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr.; Six mois, 23 fr.; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr.; Six mois, 27 fr.; Un an, 51 fr. — L'abonnement continué, sauf avis contraire.

ANNONCES: 20 centimes la ligne RÉCLAMES: 25 centimes — On traite à forfait.

# JOURNAL DE ROUBAIX

## MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

Heures de départ des trains: Roubaix à Lille, 5 17, 7 02, 8 12, 9 48, 11 37, m., 12 26, 156, 3 42, 5 11, 6 45, 7 38, 8 26, 11 11, s. — Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 38, 7 08, 8 43, 10 12, 11 23, m., 1 15, 2 46, 5 03, 6 03, 8 13, 10 22, 11 31, s. — Lille à Roubaix, 5 20, 6 50, 8 25, 9 55, 11 05, 12 57, 2 28, 4 45, 5 45, 7 55, 10 05, 11 15. Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 10, 6 53, 8 03, 9 41, 11 28, 12 17, 1 47, 3 33, 5 02, 6 06, 7 28, 9 24, 11 02. Mouscron à Lille, 6 43, 7 53, 9 31, 11 18, 12 05, 3 21, 4 50, 5 57, 7 10, 9 10.

### BOURSE DE PARIS

DU 14 MAI	
3 0/0	53 53
4 1/2	77 25
Emprunt 1871	86 20
Emprunt 1872	87 40
DU 15 MAI	
3 0/0	54 50
4 1/2	77 25
Emprunt 1871	86 20
Emprunt 1872	87 40

### ROUBAIX, 15 MAI 1873

#### La Politique et les Affaires

Les affaires vont mal; la politique va bien — c'est-à-dire va fort. — Tel est le fait général du moment qu'il serait aussi difficile de contester qu'il est utile de l'étudier.

Y a-t-il donc entre la politique et les affaires une sorte d'incompatibilité d'honneur, telle que les affaires ne puissent prospérer qu'à la condition que la politique fasse relâche, ou que la politique ne puisse prendre un grand essor sans qu'aussitôt les affaires se croisent les bras?

Raisonnons un peu sur ce sujet d'une douloureuse actualité, non en gens de parti, mais en simples observateurs, estimant un fait au-dessus de dix arguments et un chiffre plus que cent phrases.

Au temps de l'Empire, — sous un régime auquel il nous est arrivé souvent de dire de rudes vérités, tout en lui accordant le respect dû à tout gouvernement établi et fonctionnant régulièrement, — au temps de l'Empire, disons-nous, on faisait peu de politique; par contre, les affaires marchaient admirablement. Tout le monde s'enrichissait: les millionnaires gagnaient des millions, les bourgeois doublaient leurs affaires et leurs profits; enfin les paysans et les ouvriers voyaient leurs salaires s'élever progressivement et concurremment avec la prospérité générale. Ce régime était, si l'on veut, politiquement tout ce qu'il y a de pire; mais économiquement c'était un état de cocagne: nul homme sepsé ne le contestera.

Mais voilà que l'Empereur, conseillé on ne sait par qui, probablement obéissant à des rêveries qui dominaient son caractère et son esprit, fait un pas, moins encore vers la liberté réelle que vers le parlementarisme qui est son expression bruyante. Il veut avoir un Corps Législatif qui parle et fasse parler de lui; il appelle au ministère un avocat de primo Cartello, Emile Ollivier.

Le babil politique recommence après un silence de vingt ans; et on s'en donne que c'est une bénédiction! Napoléon III s'aperçoit — un peu tard — qu'il a accompli le prodige de l'élève du sorcier: le manche à balai se met à inonder la chambre de flots... d'éloquence. Mais quand il s'agit d'arrêter le prodige, le mot magique manque. Que faire alors? On songe à détourner l'attention de la France et l'idée d'une guerre contre la Prusse surgit au milieu du débordement du parlementarisme. Cette idée une fois

lancée est adoptée d'enthousiasme par l'opposition, dans la Chambre et hors de la Chambre. Car il ne faut cesser de le répéter, la guerre a été populaire dès les premiers jours parmi les opposants; et lorsque un jour, M. Emile Ollivier vint annoncer, dans les couloirs de l'Assemblée, que tout était arrangé par la renonciation du père Antoine de Hohenzollern, ce fut un tolle général parmi les députés de l'opposition; et le lendemain tous les journaux radicaux déclarèrent avec une touchante unanimité qu'accepter cette renonciation c'était commettre une lâcheté. Consultez, si vous en doutez, la collection du *Siècle* et des autres journaux avancés.

La guerre, qui reste une des grandes fautes — un crime même — du second Empire, a donc été conseillée, acceptée, acclamée par l'opposition: c'est ce que nous tenions à constater une fois pour toutes. Les conservateurs, eux aussi, l'ont acceptée mais à regret, ce qui constitue en leur faveur une circonstance atténuante.

La grande folie est donc décidée et commencée avec une honteuse insuffisance de moyens. Nous sommes battus, rebattus dès les premières rencontres; et enfin arrive l'effondrement de Sedan. Que fallait-il faire en ce moment? Reconnaître la toute-puissance du fait, accepter la défaite et demander la paix; non la paix habileuse de Jules Favre — le coryphée de l'opposition — pas une pierre, pas un pouce; mais la paix possible, la paix avec les sacrifices qui sont la conséquence de toute défaite; il fallait surtout éviter la suprême imprudence de changer la forme du gouvernement.

Au lendemain de Sedan, le vainqueur nous aurait imposé une contribution de guerre d'un ou deux milliards au plus et la cession d'une portion de l'Alsace; et il est possible que, la France se soumettant aux conséquences de sa défaite, l'Europe prenant l'affaire en mains fut intervenue pour limiter les exigences du vainqueur. Mais pour cela il fallait que la France restât dans la grande famille des monarchies européennes. Du moment qu'elle sortait de cette famille et se mettait en République, les monarchies d'Angleterre, de Russie, d'Autriche, d'Italie avaient un excellent motif pour s'abstenir, et c'est ce qu'elles ont fait.

Au lendemain du 4 septembre, nous pouvions nous en tirer avec un ou deux milliards de contributions de guerre. Au 31 octobre suivant, les exigences du vainqueur s'étaient élevées, il réclamait trois milliards et toute l'Alsace; et il annonçait de plus, qu'après la prise de Paris, il réclamerait cinq milliards, l'Alsace et une partie de la Lorraine; il ne nous a pas trompé d'un mot, il faut lui rendre cette justice.

Maintenant, avons-nous eu tort de lutter jusqu'à épuisement, et d'avoir par notre patriotisme entêtement porté notre rançon de un ou deux milliards à cinq, avec la perte de deux provinces au lieu d'une et une dévastation de notre territoire qui double au moins le chiffre de notre rançon? Grave question que nous nous sommes souvent posée, et que nous n'avons jamais pu résoudre à la

complète satisfaction de notre esprit et de notre conscience. En examinant la question comme patriote, nous répondons sans hésiter: oui, nous avons eu raison de lutter jusqu'au bout, et peut-être aurait-il fallu aller plus loin encore et faire la guerre à outrance, mais non à la manière des outranciers de Gambetta. Mais si, nous examinons la question en gens d'affaires, en philanthropes, en hommes connaissant la valeur d'une vie humaine et considérant la guerre comme un des plus grands crimes contre l'humanité, nous sommes obligés de dire qu'il ne fallait pas commencer la guerre, et après l'avoir commencée, l'arrêter au premier échec, au prix même de ce qu'on appelle la honte.

Et maintenant le fait est là. La France a perdu en cinq mois de lutte cinq milliards de rançon, cinq milliards de dévastations, plus deux provinces des plus riches et des plus fertiles de son territoire, et l'on s'étonne qu'après cette saignée à blanc, les affaires ne marchent pas! Ce qui devrait étonner, c'est qu'il en fût autrement.

Et pourtant cette épouvantable crise, à laquelle tout autre pays que la France aurait succombé, aurait passé sans laisser de traces sensibles; et cela en quelques années, si la France n'avait pas compliqué sa défaite militaire d'une révolution politique qui menace d'un jour à l'autre de devenir sociale.

C'est cette menace d'une révolution sociale, conséquence logique et nécessaire de la révolution politique sous laquelle nous nous débatons, qui paralyse les affaires, tue la confiance et oblige tous les intérêts à attendre. Est-ce quand la maison brûle que l'on songe à y faire des embellissements? Non, on attend que le feu ait été éteint.

La République peut-elle nous donner la stabilité? Que les républicains honnêtes nous prouvent que oui! Ils avaient une excellente occasion, pour cela, lors de l'élection du 27 avril dernier; il leur suffisait de faire nommer M. de Rémusat, un républicain honnête, et de repousser dans le ruisseau de la rue Grégoire l'ex-maire de Lyon. Ils l'ont voulu, ils l'ont tenté et n'y ont pas réussi. Quelle confiance veulent-ils donc que l'on ait dans leur force? Ils sont honnêtes, soit; mais impuissants. Or, dans les affaires, les meilleures intentions ne valent pas la plus petite réalité.

Les affaires vont mal ou ne vont pas du tout, parce qu'il n'existe nulle part un élément sérieux de stabilité. La République de M. Thiers n'a pas la moindre solidité et on ne fait rien pour lui en donner.

La guerre a ruiné la France; la révolution l'empêche de se remettre. Telle est au vrai la situation, que tous les bavardages de la presse révolutionnaire ne changeront.

ÉTIENNE MOUTTET.

Puisqu'on nous cite toujours des articles de journaux anglais félicitant M. Thiers de son bon gouvernement et de sa ferme volonté de constituer la République, il est bon de signaler la lettre admirable d'esprit politique que

vient d'écrire le chef des radicaux anglais, M. Bright.

Invité à la conférence républicaine de Birmingham, il répond qu'il ne peut s'y rendre ni donner un mot d'encouragement.

« Certainement, dit-il, cela vaut la peine de lutter pour obtenir le meilleur gouvernement civil; mais il vaut bien mieux le perfectionner que de faire des changements qui exposent fatalement à des risques et à des périls. Il est plus facile de déraciner une Monarchie que de donner la vie et la santé à ce que vous désirez mettre à sa place; et je crois que le prix que nous aurons à payer pour obtenir ce changement sera bien supérieur à sa réelle valeur... »

En ce qui concerne la France, il ajoute:

« La France a subi bien des désastres et des humiliations pour avoir détruit son ancien gouvernement; elle a été, depuis près d'un siècle, dans l'impossibilité de fonder un gouvernement stable. »

Et, ayant remarqué que l'Angleterre peut continuer d'améliorer son gouvernement sans être forcée de détruire l'ancienne Monarchie, il conclut:

« Je n'ai aucune sympathie pour le but que se propose votre conférence. Je préfère réaliser les meilleures réformes politiques par des moyens plus sages et moins dangereux. »

Voilà le langage d'un homme sensé, d'un homme d'Etat. Que chacun de nos gouvernants et de nos grands politiques du centre gauche qui s'en vont faire l'appoint des radicaux, méditent profondément ces paroles. S'ils sont capables d'intelligence, ils comprendront ce qu'il faut faire pour établir enfin le gouvernement stable que nous cherchons vainement depuis près d'un siècle.

### LETTRE DE PARIS

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 14 mai.

J'avais bien raison hier de vous mettre en garde contre les bruits répandus à la Bourse au sujet de la formation d'un ministère centre droit et d'une présidence à vie qui serait donnée à M. Thiers. Il n'y avait pas le moindre fondement dans ces bruits qui étaient une manœuvre des haussiers. C'est pourquoi une inévitable réaction s'est produite aujourd'hui à la Bourse. M. Thiers, avec son obstination incurable, est plus que jamais dominé par la camarilla Barthélemy-St-Hilaire, Arago et C<sup>o</sup>. On dit M. de Goulard et les autres ministres conservateurs très-découragés et très-inquiets. Aux députés de la droite qui conseillent à M. Thiers de changer de politique, il répond en repoussant très-vivement cette proposition.

Le chancelier Nigra qui est à l'Élysée dans les confidences du président, comme autrefois dans celles de l'empire, écrit, assure-t-on; au gouvernement italien que M. Thiers, loin de vouloir se séparer de la gauche, est de plus en plus étroitement lié avec elle.

Les ministres et les intimes de l'Élysée s'attendent à des coups de tête. Tenons-nous prêts pour tout événement.

Les catastrophes que nous préparons les entêtements de M. Thiers donnent le plus grand intérêt au nouvel article publié dans l'*Union* d'hier soir, par M. Pageot, pour démontrer l'urgence nécessaire de rendre M. Thiers à un repos dont la France a encore plus besoin que lui. Je vous recommande tout particulièrement ce véritable manifeste du courageux et loyal diplomate.

M. Thiers se vante d'obtenir, dans l'Assemblée, une majorité d'une quarantaine de voix en faveur de sa politique et de ses projets constitutionnels. Je ne sais trop où il prendra cette majorité.

Le citoyen Gambetta, la République française, et les autres feuilles radicales, signifient très-catégoriquement à M. Thiers qu'ils ne veulent pas laisser proclamer la République par l'Assemblée actuelle et encore moins lui laisser voter des lois organiques, parce qu'ils ne lui reconnaissent aucun pouvoir constituant. L'extrême droite et la droite, pour d'autres motifs, ne voteront certainement ni la République, ni ces lois constitutives. Nous avons bien de l'imprévu devant nous.

On parle d'un remaniement du mouvement préfectoral qui avait été préparé; ce remaniement serait plus favorable à la gauche; on dit M. de Kératry écarté.

Nous avons annoncé que la société française des Trachs se proposait de publier des petites feuilles de 4 pages in. 18, traitant toutes les questions religieuses, morales, sociales, historiques, etc., au point de vue de la défense des trois principes. La première série vient de paraître. Elle se compose de 10 Trachs dont voici les titres: Religion; Comment Dieu a aimé le monde; — MORALE: L'ivrognerie — LITTÉRATURE: La première page, récit d'un ouvrier. — QUESTIONS DU JOUR: au scrutin. — HISTOIRE: I. Les victimes de la Révolution. II. Louis XVI. — BIOGRAPHIES NATIONALES: I. Jeanne d'Arc. II. Le maréchal Napoléon.

CITATIONS: Formation de la France, par Mignet. II. Ce que la Révolution a fait du peuple, par Pierre Leroux. L'œuvre des Trachs est une œuvre de dévouement qui s'adresse au dévouement. Il faut que ces petites feuilles messagères de bonnes pensées pénètrent partout, dans l'atelier comme dans la chaumière et qu'elles y neutralisent l'influence pernicieuse de la mauvaise presse. Aujourd'hui l'aumône la plus opportune et la plus juste est l'aumône de la vérité. Le prix de la souscription à 1,000 trachs variés est de 10 fr. et de 12 fr. franco.

S'adresser à la Société française des Trachs, rue du Bac, 75, à Paris.

On a dit qu'il n'y a que les morts qui ne reviennent pas. Voici un livre qui est la preuve de la fausseté de cette maxime atroce. Les morts, au contraire, revivent et sont les revenants les plus terribles. Ils déposent contre leurs bourreaux et ils les vouent pour jamais à l'exécution des peuples! Le sixième et dernier volume de la *Correspondance*

### Feuilleton du Journal de Roubaix

DU 16 MAI 1873

— 101 —

## LE TRIOMPHE D'UNE FEMME

(Traduction de l'anglais)

DEUXIÈME PARTIE

— CHAPITRE XXV. —

Le retour à Paris. — (Suite)

Mais même pendant le dîner, l'emballage ne fut pas complètement suspendu, car de temps en temps, lorsqu'il y avait un temps d'arrêt dans le service, mistress Lennard quittait la table et courait dans la chambre voisine avec sa boîte à ouvrage, son pupitre, ou quelque chose qu'elle enlevait sur la cheminée ou sur le sofa — un livre, un couteau-papier, un dé, une paire de ciseaux, un porte-plumes ou un paquet d'enveloppes — puis elle revenait à sa place avant le retour du garçon, et se donnait l'air de quelqu'un qui n'a pas bougé de son siège. Le major, lui, travaillait ferme avec son couteau et sa fourchette, et ne levait les yeux de dessus son assiette que pour servir Éléonor et sa femme.

A la longue tout fut prêt. Les adresses furent collées sur les cartons et les portemanteaux. Un canari assourdissant

qui avait pris plaisir au bruit et à la confusion de l'après-midi et s'était mêlé de la partie — fut introduit dans la nouvelle cage en fil de fer achetée par mistress Lennard. Un petit terrier au museau pointu et au pelage bigarré, qui appartenait au major, fut enroulé du collier neuf qu'on referma au cadenas. Éléonor et mistress Lennard mirent leurs chapeaux et leurs manteaux, le major se fit gigantesque en ajoutant à sa personne un pardessus en gros drap, un plaid écossais et un cache-nez en laine d'une longueur de cinq à six mètres; la note fut payée au dernier moment, pendant que les bagages étaient entassés sur la capote d'un fiacre, et le major Lennard et ses deux compagnes partirent à un trot modeste pour la gare du Pont de Londres. Le major eut tout juste le temps de prendre les billets et de choisir un wagon confortable avant le départ du train. La vapeur les emporta au milieu des ténèbres de cette obscure nuit de mars, et Éléonor sentit à chaque secousse de la machine que le pas qu'elle avait fait devenait de plus en plus irrévocable.

« Il n'y avait pas un seul mot dans la lettre de Gilbert qui exprimât le regret d'être séparé de moi, se dit-elle, j'avais sans doute lassé son amour. »

Il était onze heures quand ils arrivèrent à Douvres. Le major Lennard dormait tout le temps avec les pans de sa coiffure de voyage, qui était une espèce de caricature en laine du heaume d'un

templier, rabaisés sur ses oreilles. Mistress Lennard, qui ne ferma pas l'œil un moment, était assise en face de son mari avec la cage du canari sur ses genoux. L'inquiétude de l'oiseau avait fini par se calmer, et il s'était retiré du monde sous une tente en serge verte. La maîtresse de l'oiseau fit du bruit pour deux en bavardant tout le long du voyage, mais Éléonor s'imagina qu'elle avait une seconde Laura pour compagne, et la succession de ses tristes pensées fut à peine interrompue par la conversation de mistress Lennard.

Ils arrivèrent à Paris le lendemain matin à l'heure où l'on déjeunait à l'Hôtel du Palais, bâtiment monstrueux, nouvellement construit et tout resplendissant de dorures et de couleurs. Ce fut là que le major fit élection de domicile après avoir exposé tout au long à sa femme et à Éléonor la théorie par laquelle il démontrait que les hôtels les meilleurs et les plus chers sont toujours les moins coûteux — en fin de compte. Ce système avait servi de règle à la vie du major et l'avait très souvent amené jusque sur les bords de l'insolvabilité.

Les appartements somptueux dans lesquels se vit Éléonor ressemblaient fort peu aux petites chambres à plafond bas de la rue de l'Archevêque, mais elle y revint quand même par la pensée. Elle consacra la matinée à l'agréable occupation de débarrasser la garde-robe de mistress Lennard, pendant que le major et

sa femme prenaient le soleil dans la rue de Rivoli et sur les boulevards, et complétaient leur promenade par un tour au Bois et un petit dîner chez Véfour. Quand elle eut fini cette tâche ennuyeuse et arrangé tous les bouts de dentelle et de rubans, les gants, les cols et les colifichets de femme dans une commode en boule et une magnifique garde robe en ébène incrustée d'or, mistress Monkton prit son chapeau et son chapeau et descendit dans la rue populéuse.

Des larmes lui vinrent aux yeux en apercevant le beau coup d'œil qui se déroulait devant elle et en entendant le bruit des tambours et du pas des soldats dans les cours du Louvre. Oui, c'était là la rue qu'elle avait parcourue aux bras de son père dans cette dernière journée de son existence brisée. Ses mains se crispèrent involontairement en se rappelant ce jour-là et cet autre jour d'angoisse où elle s'était jetée à genoux et avait juré de tirer vengeance de l'ennemi de George Vanc.

Comment avait-elle tenu son serment? Elle sourit amèrement en songeant aux quatre années qui s'étaient écoulées depuis lors et à l'étrange hasard qui avait placé Lancelot Darrell sur son chemin.

« Je parlai de Paris pendant qu'il y était, se dit-elle, et j'y reviens maintenant qu'il est en Angleterre. Est-il donc écrit dans ma destinée que j'échouerais dans toutes mes tentatives? »

Rien n'était changé! Le même boucher était occupé dans la boutique; les mêmes rideaux fanés en damas à fleurs étaient suspendus derrière les fenêtres.

CHAPITRE XXVI.

Les fautes de Margaret Lennard.

Mistress Lennard fut très-bonne pour Éléonor, et si la bonté et l'amitié des personnes chez qui elle était eussent pu rendre agréable la position de mistress Monkton, elle l'eût été certainement.

Mais le confort était un substantif dont la signification réelle devait, je crois, être tout à fait incompréhensible pour le major Lennard et mistress Lennard. Il s'étaient mariés très-jeunes, avaient mal débâté dans la vie, et leur existence depuis lors avait été quelque chose de trouble tant au physique qu'au moral. Ils ressemblaient à deux enfants qui cherchaient à singer les personnes raisonnables depuis vingt ans environ, et qui étaient encore aussi complètement enfants qu'au début de leur carrière. Vivre avec eux, c'était exister dans une atmosphère de désordre et de confusion; avoir quelques rapports avec eux, n'importe lesquels, c'était se plonger dans un chaos d'où l'esprit le plus lucide ne pouvait sortir sans être complètement désorganisé. Le plus grand malheur de ces deux personnes provenait de la ressemblance qui existait entre elles.

Si le major Lennard eût été un homme d'un caractère ferme et décidé, ou même